



## Communiqué de presse

### Le Service Public des Finances Publiques pulvérisé

**Pour s'y opposer, un rassemblement aura lieu le mardi 15 décembre à 11h30 devant la Trésorerie de Liffré avec la présence des élus, d'usagers, des agents et des syndicats.**

La crise sanitaire actuelle a révélé avec force combien nos services publics sont indispensables aux attentes des citoyens et des acteurs économiques. Les agents de la DGFIP ont joué un rôle majeur pour dispenser les aides aux entreprises.

Malgré l'engagement dont ils ont fait preuve dans ce contexte difficile, le gouvernement relance son plan de démantèlement de l'administration des Finances Publiques. Ainsi, le PLF 2021 (Projet de Loi de Finances) prévoit des **suppressions massives de postes** :

**2 163 prévues** pour le ministère des Finances, et la Direction Générale (DG) ne renonce pas à son « *Nouveau Réseau de Proximité* » (NRP).

Les restructurations continuent leur chemin destructeur !

Le Comité Technique Local, qui devait se réunir le 1<sup>er</sup> décembre 2020 à Rennes, a été boycotté par les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO Finances Publiques du 35 et a quand même entériné le NRP en Ille-et-Vilaine pour 2021 selon le calendrier initialement prévu.

L'administration à l'instar du gouvernement, profite de la crise sanitaire, jouant de l'effet de sidération, pour accélérer le démantèlement de la DGFIP coûte que coûte.

**À l'horizon du 1<sup>er</sup> janvier 2023,  
c'est bien une destruction d'ampleur du service public qui est programmée.**

Pour le 35, le NRP se traduit par la fermeture de *toutes* les trésoreries, la diminution du nombre des Services des Impôts des Particuliers (SIP) et de la plupart des Services des Impôts des Entreprises (SIE).

Des Services de Gestion Comptable se créent sur les ruines des trésoreries de proximité, et voient leurs missions redéfinies.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2021**, sont actées les fermetures des trésoreries de Pipriac, Saint Aubin d'Aubigné, Dinard, Châteaugiron après celle de Plélan intervenue au 1<sup>er</sup> janvier de cette année.

**Suivra la fermeture de l'ensemble des trésoreries du de l'Ille-et-Vilaine, dont celle de Liffré devant laquelle nous organisons un rassemblement avec les agents et les élus le mardi 15 décembre à 11h30.**

Le NRP préfigure aussi l'externalisation des missions, comme le paiement chez les buralistes mis en œuvre le 28 juillet 2020.

Le paiement en espèces chez les buralistes, par le biais de la Française des Jeux (société récemment privatisée) de toutes les factures fiscales, communales, des amendes... va entraîner la fermeture des caisses de toutes les trésoreries de France au 2<sup>e</sup> trimestre 2021. L'État sous-traitant ainsi à une société privée le recouvrement de ses propres créances !

On assiste à une suppression pure et simple des services territoriaux compensée, dans le discours, par une soi-disant présence ponctuelle locale dans les « Maisons France Services » (MFS). Les Pères fondateurs et laudateurs de cette réforme rompent avec les principes d'égalité d'accès des citoyens aux services de l'État et favorisent la mise en concurrence des territoires.

### **Là où on prétend ajouter, en fait on soustrait !**

Les permanences, a minima, une demi-journée par semaine ou tous les quinze jours, ont été instaurées, entre autres, afin d'inciter les élus à accepter cette réforme.

Ces accueils ne proposeront jamais le niveau de qualité de réponses que la compétence et le professionnalisme des agents sous-tendent.

Pour l'Intersyndicale des Finances Publiques 35, les agents de la DRFIP 35 ne sont pas des pions que l'on bouge au gré des réformes.

L'Intersyndicale des Finances Publiques 35 est opposée au démantèlement de la DGFIP et plus généralement du service public. Elle refuse de servir d'alibi et d'être associée à ces reculs sans précédents pour les agents comme pour l'avenir même de notre administration.

L'Intersyndicale des Finances Publiques 35 est malgré tout, comme elle l'a toujours été, une force de propositions.

Nous tenons à rappeler ici avec force que, depuis des années, nous militons et nous disons :

**OUI** au service public de proximité de qualité, et au plus près des besoins fondamentaux des citoyens.

**OUI** au réseau des finances publiques avec tous ses centres et trésoreries de plines compétences présents au quotidien. Ce qui implique la réouverture des sites supprimés ces dernières années.

**OUI** à ce réseau qui, ainsi mieux armé, pourra tenir des permanences dans les lieux plus reculés des territoires.

C'est pourquoi, nous rejetons cette orientation prise aujourd'hui qui tend à supprimer des services et des emplois.

**Pendant la crise sanitaire,  
la casse du service des Finances publiques s'accélère !**

Rennes, le 11 décembre 2020